



MINISTÈRE DES ARMÉES

SERVICE DE SANTÉ DES ARMÉES

DIRECTION DES APPROVISIONNEMENTS EN PRODUITS DE SANTÉ DES ARMÉES

Plateforme Achats-Finances-Santé



PFAF SANTE
BUREAU ACHATS
SECTION EQUIPEMENTS BIOMEDICAUX - MATERIELS D'EXPLOITATION

MARCHE PUBLIC INDUSTRIEL

REGLEMENT DE CONSULTATION PHASE 1 - CANDIDATURES

N° 20PC7809-1/PFAF-S/ACH/ EBME du 18/12/2020

PROCEDURE AVEC NEGOCIATION

(R.2124-3 et R.2161-12 à R.2161-20 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018)

Relatif à

ACQUISITION (MAITRISE D'ŒUVRE CONCEPTION, LIVRAISON, INTEGRATION, MISE EN SERVICE & QUALIFICATIONS) D'UNE LIGNE DE CONDITIONNEMENT DE PRODUITS PATEUX STERILES AU PROFIT DE LA PHARMACIE CENTRALE DES ARMEES.

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES CANDIDATURES

15 février 2021

À

12 heures 00

SOMMAIRE

PREAMBULE.....	3
ARTICLE 1 – CADRE GENERALE DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION	3
2.1 OBJET DE LA CONSULTATION	3
2.2 PROCEDURE DE PASSATION	4
2.3 NOMENCLATURE CPV	4
2.4 VISITE DES INSTALLATIONS.....	4
2.5 CALENDRIER PREVISIONNEL.....	4
ARTICLE 3 – COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE.....	4
3.1 ENVOI D'UNE REPONSE ELECTRONIQUE AU MOYEN DU DOCUMENT UNIQUE DE MARCHE EUROPEEN (DUME)	4
3.1.1 <i>Formulaire de candidature DUME à compléter.....</i>	4
3.1.2 <i>Contenu du dossier de réponse électronique</i>	4
3.2 ENVOI D'UNE REPONSE ELECTRONIQUE HORS UTILISATION DU FORMULAIRE « DUME »	4
3.2.1 <i>Forme du dossier de réponse électronique.....</i>	4
3.2.2 <i>Contenu du dossier de réponse électronique</i>	4
3.3 RECOURS A LA LANGUE FRANÇAISE	5
3.4 UNITE MONETAIRE	5
3.5 FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES ATTRIBUTAIRE DU MARCHE	5
ARTICLE 4 – ACCES A LA CONSULTATION	5
ARTICLE 5 – MODALITES DE REMISE DES DOSSIERS	6
5.1 TRANSMISSION DU PLI PAR VOIE ELECTRONIQUE SUR LA PLATE-FORME DES ACHATS DE L'ÉTAT (PLACE).....	6
5.2 CERTIFICAT DE SIGNATURE ELECTRONIQUE	6
5.3 TRANSMISSION DE LA COPIE DE SAUVEGARDE PAR PORTEUR/ TRANSPORTEUR OU PAR VOIE POSTALE	6
ARTICLE 6 – SELECTION DES CANDIDATURES	7
6.1 COMPETENCES ET CAPACITES.....	7
6.2 ANALYSE DES PLIS	7
6.3 ANALYSE DES CANDIDATURES	7
6.4 ABANDON DE LA PROCEDURE.....	7
6.5 METHODE DE NOTATION DES CANDIDATURES	8
6.6 DOSSIER TECHNIQUE	9
6.7 NOMBRE DE CANDIDATS	9
6.8 CANDIDATS SELECTIONNES	9
ARTICLE 7 – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	10
ANNEXE 1 - FICHE CONTACTS	11

PREAMBULE

Le service de santé des armées, souhaitant faciliter l'accès des entreprises à la commande publique, recourt au dispositif relatif au Document Unique de Marché européen (DUME).

Le DUME est une déclaration sur l'honneur harmonisée et élaborée sur la base d'un formulaire type établi par la Commission européenne permettant aux opérateurs économiques de prouver de manière simple et conformément au droit en vigueur qu'ils remplissent les critères de sélection d'une offre et n'entrent pas dans un cas prévu par les interdictions de soumissionner.

Pour plus d'information, les candidats sont invités à consulter le portail dédié au DUME :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/dume-esp>

ARTICLE 1 – CADRE GENERALE DE LA CONSULTATION

La consultation a pour objet la conclusion d'un accord-cadre relatif à **l'acquisition d'une ligne de conditionnement de produits pâteux stériles au profit de la Pharmacie Centrale des Armées.**

Les prestations à exécuter concernent :

- ✓ **La conception de la ligne (maîtrise d'œuvre et ingénierie du projet, conception détaillée de la ligne et intégration des équipements avec les adaptations nécessaires),**
- ✓ **La livraison des dits équipements, leur intégration et leur raccordement sur le site de la Pharmacie, en tenant compte des servitudes et utilités existantes et de celles à créer ou à adapter en conséquence,**
- ✓ **Les essais et la mise en service, assortis des qualifications nécessaires,**
- ✓ **La formation des utilisateurs,**
- ✓ **La maintenance tous risques des équipements de la ligne pendant la durée de garantie.**

Le site de destination est la Pharmacie Centrale des Armées (PCA) – Camp militaire d'Orléans – Chanteau – Route Départementale 97 – Route forestière de la Fontaine à Mignan – 45400 FLEURY LES AUBRAIS.

La durée prévisionnelle du marché est estimée à 30 mois, décomposée en 3 postes indissociables

POSTE 1	Conception et maîtrise d'œuvre de la ligne.
	<i>Durée d'exécution prévisionnelle de 6 mois.</i>
POSTE 2	Intégration sur site, mise en service et qualification de la ligne – Formation.
	<i>Exécution à l'issue du Poste 1, pour une durée d'exécution prévisionnelle de 6 à 8 mois.</i>
POSTE 3	Maintenance tous risques de l'installation durant la période de garantie.
	<i>Exécution à l'issue du Poste 2, pour une durée prévisionnelle minimale de 12 mois (fonction de la durée de garantie proposée).</i>

A titre indicatif, le montant prévisionnel de l'enveloppe financière réservée à l'ensemble du projet est d'environ 2 000 000 € toutes taxes comprises.

ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION

2.1 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la passation d'un accord-cadre dit « composite » composé d'une partie forfaitaire concernant la conception, l'intégration et la mise en service de la ligne, ainsi que pour la maintenance, et d'une partie à bons de commande, sans maximum défini en valeur ou en quantité, concernant des prestations hors forfait.

La partie forfaitaire du marché ne fera pas l'objet de bons de commande.

Valeur minimum sur durée totale du marché	Montant ou Valeur maximum ou sur durée totale du marché
Prestations de conception – POSTE 1 + Prestations d'intégration et de mise en service – Qualification – Formation – POSTE 2 + Maintenance tous risques durant la garantie – POSTE 3	SANS Concernant les prestations hors forfait

2.2 Procédure de passation

La présente consultation est lancée sous la forme d'une procédure avec négociation conformément aux dispositions des articles R.2124-3 et R.2161-12 à R.2161-20 du code de la commande publique.

2.3 Nomenclature CPV

CPV principal	42611000-2 Machines-outils à usage spécifique.
CPV secondaire	73300000-5 Conception et exécution dans le domaine de la recherche et du développement.

2.4 Visite des installations

Pas de visite des lieux durant la phase candidature. Une visite des lieux durant la phase de sélection des offres sera organisée au profit des candidats retenus à l'issue de la présente phase de sélection des candidatures. Cette visite sera obligatoire pour déposer une offre.

2.5 Calendrier prévisionnel

Le calendrier prévisionnel de l'opération s'établit comme suit (à titre indicatif) :

- Choix des candidats : fin février 2021,
 - Lancement de la consultation auprès des candidats retenus : mars 2021 (Visite du site obligatoire),
 - Remise des offres initiales : avril 2021,
 - Négociation / Analyses des offres : mai à juillet 2021,
 - Remise des offres finales : au plus tard fin septembre 2021
 - Notification du marché : novembre 2021.
-
- Lancement du Poste 1 : décembre 2021
 - Lancement du Poste 2 : avril/mai 2022
 - Admission et mise en service de l'équipement : décembre 2022 / janvier 2023.
 - Lancement du Poste 3 : janvier 2023 (durée du poste en fonction de la garantie).

ARTICLE 3 – COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Les modifications des stipulations des documents de la consultation à la seule initiative du candidat sont interdites sous peine de rejet de la candidature pour irrégularité.

Il en est de même pour les réserves qui pourraient être émises relativement à certaines des clauses de la consultation.

3.1 Envoi d'une réponse électronique au moyen du Document Unique de Marché Européen (DUME)

3.1.1 Formulaire de candidature DUME à compléter

La réponse par le Document Unique de Marché Européen (DUME) est fortement recommandée. Le DUME est un formulaire standard de l'Union Européenne qui peut être utilisé pour candidater aux marchés publics.

Pour renseigner le DUME, il suffit au candidat de se rendre sur la **PLACE** et de choisir le DUME comme modalité de réponse. Le DUME est notamment pré-rempli sur la base du numéro SIRET. Il permet de :

- Bénéficier d'une reprise des données légales de l'entreprise (raison sociale, adresse, mandataires sociaux) ;
- Bénéficier d'une reprise des données concernant la taille de l'entreprise et son chiffre d'affaires global ;
- D'attester du respect des obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFIP, ACOSS).

Il appartiendra au candidat de compléter les autres informations éventuelles.

Le DUME rend également possible la récupération automatique de certaines attestations à fournir lors de l'attribution du marché. Ces attestations sont récupérées dès la validation du formulaire et l'entreprise est libre de les utiliser ou non.

3.1.2 Contenu du dossier de réponse électronique

❖ Documents complémentaires relatifs à la candidature :

☐ Extrait K-bis

☐ Le dossier technique et les documents justificatifs permettant de répondre aux critères et sous-critères de sélection.

3.2 Envoi d'une réponse électronique hors utilisation du formulaire « DUME »

3.2.1 Forme du dossier de réponse électronique

Le pli doit comporter 2 dossiers :

- un dossier contenant les renseignements relatifs à la candidature (*dossier candidature*) ;
- et un dossier contenant l'offre (*dossier offre*).

Pour faciliter leur traitement administratif, il est donc recommandé de présenter séparément les documents relatifs à la candidature (*dossier candidature*) et à l'offre (*dossier offre*).

3.2.2 Contenu du dossier de réponse électronique

Le dossier transmis par le candidat devra comporter les documents suivant :

❖ **Documents relatifs à la candidature :**

☐ Formulaire DC1 dûment rempli et de préférence signé. Ce formulaire exprime le consentement du candidat à participer à la consultation ; <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat> ;

En cas de groupement, parce qu'il représente l'habilitation du mandataire par les membres du groupement, le formulaire doit comporter la signature des personnes habilitées à engager chaque entreprise cotraitante ;

☐ Formulaire DC2 dûment rempli. Ce formulaire exprime la déclaration du candidat contenant ses capacités techniques, professionnelles et financières ; <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat> ;

☐ Document(s) relatif(s) au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat : extrait K-bis et, le cas échéant, délégation de pouvoir ;

☐ Si le candidat est admis au redressement judiciaire, la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) à cet effet, ou d'une procédure équivalente pour les candidats étrangers ainsi que la justification de l'habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible du marché ;

☐ Le dossier technique et les documents justificatifs permettant de répondre aux critères et sous-critères de sélection.

A l'exception du DC1, tous les documents demandés sont à fournir pour

- Le candidat,
- Et le cas échéant :
 - o Le ou les cotraitant(s)
 - o Le ou les sous-traitant(s).

3.3 Recours à la langue française

Si les documents relatifs à la candidature (*dossier candidature*) ne sont pas rédigés en langue française, le pouvoir adjudicateur exige que ces documents soient accompagnés d'une traduction en français.

3.4 Unité monétaire

Le marché est à conclure dans l'unité monétaire : Euro.

3.5 Forme juridique du groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché

Les entreprises peuvent présenter leur candidature ou leur offre sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint. Dans l'hypothèse d'une candidature sous forme de groupement conjoint, la forme imposée du groupement après attribution pourra être le groupement solidaire des membres.

Il est interdit aux candidats de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel ou de membre d'un ou plusieurs groupements.

ARTICLE 4 – ACCES A LA CONSULTATION

La consultation est accessible sur la **PLACE** depuis www.marches-publics.gouv.fr. L'accès peut s'effectuer soit en s'identifiant, de façon à être informé en cas de modification soit de manière anonyme. Dans cette dernière hypothèse, aucune information relative aux modifications éventuelles ne pourra être reçue.

Pour être informé des échanges avec l'acheteur, l'opérateur économique devra vérifier que l'adresse des échanges avec la **PLACE** nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr soit accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans les entreprises.

La transmission d'éventuels documents sensibles ou confidentiels se fera de façon séparée par voie papier.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier des dispositions de la consultation en cours de procédure.

Un délai minimal de 6 jours francs est garanti entre la date d'envoi de l'additif et la date de remise des candidatures. Au besoin, un report de cette dernière sera décidé.

Les candidats devront répondre sur la base du dossier de candidature précité, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Pour obtenir tout renseignement complémentaire sur la consultation, les candidats devront faire parvenir, 8 jours francs au moins avant la date de remise de l'offre une demande écrite de renseignements complémentaires. Passé ce délai, aucune réponse ne sera fournie par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le candidat adressera ses éventuelles demandes de renseignements en utilisant le profil acheteur de la DAPSA à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr (**PLACE**). Après s'être identifié, le candidat dépose sa demande de renseignement et il est averti, par courriel, du dépôt de la réponse par la DAPSA. Cette procédure assure une traçabilité du dépôt des demandes de renseignement.

Le candidat devra vérifier que son adresse électronique est correctement orthographiée, et il lui est vivement recommandé de consulter très régulièrement les courriels reçus à cette adresse électronique (*y compris le dossier « SPAM » ou « courriers indésirables »*).

La DAPSA répondra *via* **PLACE** aux demandes de renseignements complémentaires avant la date limite fixée pour la remise des offres.

ARTICLE 5 – MODALITES DE REMISE DES DOSSIERS

5.1 Transmission du pli par voie électronique sur la PPlate-forme des AChats de l'État (PLACE)

Seul le mode de transmission dématérialisé est autorisé *via* la **PLACE** à l'adresse www.marches-publics.gouv.fr

Les candidats transmettant leurs réponses par voie électronique doivent :

- S'ils souhaitent signer leurs documents dès la transmission initiale, se procurer un certificat électronique ;
- S'identifier (*nécessitant une inscription préalable sur la PLACE*).

Le mode de réponse se présente de la manière suivante :

- Le formulaire DC1 figure de manière dissociée au sein de la réponse. La signature électronique doit être apposée directement sur le fichier non compressé constituant le DC1. Il doit donc être signé séparément du reste de la réponse. Le soumissionnaire peut joindre d'autres documents avec leur propre signature.
- Les autres documents transmis doivent être compressés.

Les formats utilisés pour la transmission électronique ou l'envoi sur support électronique des plis (*candidatures et offres*) doivent être choisis dans un format largement disponible: Word 2003, Excel 2003, PowerPoint 2003, PDF, JPG, zip (winzip, filzip, etc.) ou équivalent, tous compatibles PC ; l'Administration doit pouvoir lire et imprimer les fichiers reçus.

L'attention des candidats est attirée sur les délais de transmission et de cryptage des offres dématérialisées *via* **PLACE** ; à ce titre, il est recommandé d'anticiper au mieux la procédure de remise des plis et de prévoir un délai adapté au poids des dossiers transmis. Un test de configuration du poste de travail ainsi que des consultations de test sont mis à la disposition sur la **PLACE**.

Il est rappelé que seule l'heure de dépôt figurant sur le récépissé d'horodatage est prise en compte pour l'acceptation des plis.



L'offre déposée sans signature est acceptée. Une régularisation de la signature est opérée à l'issue de l'analyse des candidatures recevables et retenues.

5.2 Certificat de signature électronique

Ce certificat permet de signer numériquement tous les documents transmis par voie électronique. Ainsi, la signature des documents se fait de manière électronique, de préférence sur la **PLACE** soit *via* l'outil de signature accessible dans le menu bandeau gauche de la **PLACE**, soit *via* celui qui apparaît au moment de la constitution de la réponse. Il n'est donc pas nécessaire de joindre des documents avec une signature manuscrite numérisée.

Si le soumissionnaire n'utilise pas l'outil de signature de la **PLACE**, il fournira la procédure permettant la vérification de la validité de la signature conformément à l'arrêté du 15 juin 2012 mentionné *supra*.

La procédure de vérification de la validité d'une signature permet de vérifier, au moins :

- L'identité du signataire ;
- L'appartenance du certificat du signataire à l'une des catégories de certificats visées à l'article 2-I de l'arrêté 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics ;
- Le respect du format de signature mentionné à l'article 3 du décret cité *supra* ;
- Le caractère non échu et non révoqué du certificat à la date de la signature ;
- L'intégrité du fichier signé.

Le candidat qui sera déclaré sélectionné et qui ne posséderait pas de certificat de signature électronique devra en faire l'acquisition afin que puisse être signé le marché.

Néanmoins, à titre transitoire, la DAPSA pourra autoriser exceptionnellement la signature manuscrite originale du marché par l'attributaire du marché à l'issue de la procédure de passation.



Les délais d'obtention du certificat électronique pouvant aller de quinze (15) jours à un mois, il est recommandé d'en anticiper l'acquisition.

En cas de difficultés sur la PPlate-forme des AChats de l'État (**PLACE**), une assistance est mise à la disposition des entreprises au **01.76.64.74.07**.

Les courriels d'assistance (*uniquement en cas d'indisponibilité de l'assistance téléphonique*) sont également possibles à l'adresse place.support@atexo.com.

5.3 Transmission de la copie de sauvegarde par porteur/ transporteur ou par voie postale

Le candidat répondant par voie électronique a la possibilité de transmettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique (*clé USB, Cd-rom*) ou sur support papier dans les délais impartis pour la remise des candidatures. Cette copie de sauvegarde sera ouverte conformément aux dispositions de l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Elle peut être transmise aux adresses mentionnées ci-après :

Adresse géographique	Adresse postale
Direction des approvisionnements en produits de santé des armées (DAPSA) PFAF Santé Bureau CECF Site militaire de Chanteau - Route départementale 97 - Route forestière de la fontaine à Mignan 45400 FLEURY LES AUBRAIS	Direction des approvisionnements en produits de santé des armées (DAPSA) PFAF Santé Bureau CECF TSA 20003 45404 FLEURY LES AUBRAIS Cedex

L'enveloppe extérieure de la copie de sauvegarde portera l'adresse et les mentions suivantes :

<p align="center">COPIE DE SAUVEGARDE</p> <p align="center">Objet du marché : ACQUISITION D'UNE LIGNE DE CONDITIONNEMENT DE PRODUITS PATEUX STERILES AU PROFIT DE LA PCA ORLEANS – PHASE 1 – SELECTION DES CANDIDATURES</p> <p align="center">20PC7809-1</p> <p align="center">Nom du soumissionnaire : société XXXX</p> <p align="center">DAPSA/PFAF-S/BA// EBME</p> <p align="center">NE PAS OUVRIR</p>

Sauf les jours fériés, le pli devra être déposé contre récépissé :

- Du lundi au jeudi : de 9 heures à 11 heures 30 et de 13 heures 30 à 16 heures,
- Le vendredi : de 9 heures à 11 heures 30.

ARTICLE 6 – SELECTION DES CANDIDATURES

6.1 Compétences et capacités

Le candidat ou le groupement devra obligatoirement disposer (sous peine d'élimination) des compétences et capacités requises pour la maîtrise d'œuvre, la conception, l'intégration et la mise en service d'une ligne de conditionnement de dispositifs pharmaceutiques stériles (= unité complète).

Pour justifier de ses capacités, le candidat peut demander que soient également prise en compte les compétences et capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs opérateurs économiques quelle que soit la nature des liens existants entre cet (ces) opérateurs(s). Dans ce cas, les justificatifs desdites compétences et capacités seront fournies avec le dossier de candidature du soumissionnaire.

6.2 Analyse des plis

La personne publique analyse les seuls plis qui seront reçus au plus tard à la date et à l'heure limite fixées en page de garde du présent document et selon les modalités de remise décrites à l'article 5 du présent document.

6.3 Analyse des candidatures

Le représentant du pouvoir adjudicateur élimine les candidats qui n'ont pas qualité pour présenter une offre ou dont les capacités paraissent insuffisantes (*garanties professionnelles et financières*) au regard des critères de sélection infra.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir aux dispositions de l'article R.2144-2 du code de la commande publique relatif au complément de candidature.

6.4 Abandon de la procédure

A tout moment, le représentant du pouvoir adjudicateur peut décider de déclarer sans suite la procédure de passation, conformément à l'article R.2185-1 du code de la commande publique. Les candidats sont informés dans les meilleurs délais des raisons pour lesquelles il a été décidé de ne pas poursuivre la procédure.

6.5 Méthode de notation des candidatures

Le tableau ci-dessous présente les modalités de notation de chacun des critères :

Critère n°1 : Expérience	Références sur des projets similaires (maîtrise d'œuvre et conception, intégration et mise en service) en France et/ou en Europe sur les 10 dernières années.			30
	Nombre de références dans le secteur public et dans le secteur privé :		1 à 2 3 à 5 + de 5	
	Périmètre de prestations réalisées :			
	Conception – réalisation d'unités complètes (installation et mise en service)		6	
	Conception - organisation d'unités complètes (gestion de projet, intégration et mise en service)		12	
Critère n°2 : Capacités professionnelles et techniques	Descriptif du ou des projets de référence.		5	50
	Attestations de bonne exécution sur des prestations équivalentes de – de 5ans.	Un POC du bénéficiaire devra être identifiable	5	
	Nombre et qualification (diplômes, qualifications professionnelles, expérience professionnelle individuelle antérieure) des gestionnaires de projet.		5	
	Capacités en gestion de projet / organisation / coordination des fabricants et fournisseurs de matériels & des sous-traitants pour l'intégration.		8	
	Présentation complète du Bureau d'Etudes Techniques ou équivalent : Références et expériences du BET ; Nombre, diplômes, qualifications, expérience professionnelle individuelle des ingénieurs et techniciens ; Outils et logiciels de conception utilisés.		6	
Critère n°3 : Capacités financières	Présentation, le cas échéant, de l'équipe projet en management.		2	20
	Capacités internes et / ou externes & expériences (- de 5ans) en analyse ATEX et / ou en étude d'ergonomie.		5	
	Capacités et expériences (-5ans) en servitudes, travaux d'infrastructure porteuse & légère, énergies & fluides, réseaux, flux chaud en sortie, chauffage, ventilation, climatisation.		5	
	Capacités et expériences à travailler des matières visqueuses (cosmétiques, pharmacie, chimie...).		5	
	Capacités et expériences à travailler des produits stériles :			
Critère n°3 : Capacités financières	Produits stériles avec stérilisation terminale		3	20
	Produits en remplissage aseptique		7	
	Capacités et expériences (- de 5ans) en management de projets de qualification et validation pharmaceutiques.		7	
	Chiffre d'affaires concernant les prestations auxquelles se réfère le marché (conception, maîtrise d'œuvre, intégration et mise en service d'une ligne de dispositifs pharmaceutiques) :			
	Caff annuel < 4 M € Caff annuel > 4 & < 10M € Caff annuel > 10 M €		1 3 5	
Critère n°3 : Capacités financières	Bilan de trésorerie certifié et/ou attestation de couverture bancaire.	Le soumissionnaire doit justifier qu'il dispose d'une trésorerie ou une couverture bancaire lui permettant de soutenir financièrement les différents commandes des équipements et matériels de la ligne, et respecter le calendrier d'exécution, dans l'attente du versement des acomptes et soldes par le comptable public.	10	20
	Part du Chiffre d'affaires concernant les prestations auxquelles se réfère le marché dans le Chiffres d'affaires global :			
	Part < 25%		1	
	Part > 25% & < 50%		3	
	Part > 50%		5	

En cas d'erreurs purement matérielles ou d'incohérences constatés dans la présentation des candidatures et des capacités, le candidat sera invité à confirmer ou infirmer ses allégations.

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra inviter chaque candidat à rectifier ces erreurs sans qu'il puisse modifier la teneur de sa candidature.

- Pour les critères Expérience et capacités financières, l'omission des informations et l'absence de réponse à une demande éventuelle de régularisation entraîneront l'élimination de l'offre.
- Pour le critère Capacités professionnelles et techniques, l'omission des informations et l'absence de réponse à une demande éventuelle de régularisation entraîneront l'attribution d'une note égale à 0.

6.6 Dossier technique

Le candidat justifiera la détention des compétences et capacités précitées au 6.5 par la fourniture d'un dossier technique séparé du dossier administratif de candidature (Formulaires DC1, DC2, K-BIS, ...).

Ce dossier comportera a minima, en sus d'une présentation de la société :

- 1 fiche de présentation des références (1 au minimum) dans la conduite de projet similaires (maîtrise, d'œuvre, conception, intégration, mise en service d'une ligne de conditionnement de dispositifs pharmaceutiques stériles) faisant apparaître l'identification du donneur d'ordres et du bénéficiaire, l'importance et la complexité de l'opération, le volume financier, le volume d'heures d'étude, et la (les) prestation(s) réalisée(s) en propre par le candidat sur le projet. Chaque référence sera accompagnée d'un descriptif de l'opération et éventuellement de photos ou dessins.
Les attestations de bonne exécution seront en lien avec les références précitées (en cas de projet similaire) ou, a minima, en lien avec soit la conception-réalisation de ligne, soit la conception-organisation complète d'une ligne de conditionnement avec un POC identifié.
- 1 fiche de présentation et de description des capacités professionnelles et techniques avec les justificatifs afférents sur la base des éléments attendus au critère n°2 supra.
- 1 fiche de présentation des capacités financières avec documents justificatifs sur la base des éléments attendus au critère n°3 supra.
- La fiche contacts complétée en annexe 1 au présent règlement de consultation.

6.7 Nombre de candidats

En application des articles R2142-15 à R2142-18, le représentant du pouvoir adjudicateur procédera à la sélection de trois (3) candidats au minimum et de quatre (4) au maximum. Si le nombre de candidatures reçues ou si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection des candidatures précitées était inférieur à trois (3), le pouvoir adjudicateur pourrait continuer la procédure avec les seuls candidats sélectionnés.

6.8 Candidats sélectionnés

Un maximum de 100 points peut être attribué aux candidats selon les critères stipulés en 6.5. Un minimum de 35 points est exigé. En dessous, la candidature sera rejetée.

Seules les 4 candidatures ayant obtenu le plus de points seront retenues. En cas d'égalité, les candidats seront départagés selon le nombre de points obtenus au titre de chacun des 3 critères, dans l'ordre suivant : le critère 2 sera privilégié, puis le 1 et enfin le 3.

Suite à l'analyse et à la sélection des candidatures, une lettre de consultation sera envoyée à tous les candidats retenus et admis à présenter une offre. Cette lettre indiquera les modalités pour procéder au retrait du dossier de consultation et à la remise des offres.

Les critères de jugement des offres seront précisés dans le dossier de consultation afférent :

Critères
Critère n°1 : Prix
Critère n°2 : Performance & qualités techniques
Critère n°3 : Système de management appliqué au projet et système qualité
Critère n°4 : Développement durable

ARTICLE 7 – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

La date limite de réception des candidatures est fixée au :

15 février 2021 à 12 heures.

ANNEXE 1 - FICHE CONTACTS

NOM DE LA SOCIETE :				
Adresse : Téléphone : Télécopie : Courriel :				
CORRESPONDANT MARCHES PUBLICS				
Nom du contact	Fonction	N° de téléphone	N° de télécopie	Courriel obligatoire*
CORRESPONDANT POUR DONNEES LOGISTIQUES				
Nom du contact	Fonction	N° de téléphone	N° de télécopie	Courriel obligatoire*
CORRESPONDANT POUR TRAITEMENT DES COMMANDES				
Nom du contact	Fonction	N° de téléphone	N° de télécopie	Courriel
CORRESPONDANT FACTURATION				
Nom du contact	Fonction	N° de téléphone	N° de télécopie	Courriel